5 millions pour les "ragnagnas" : Macron veut lutter contre la "précarité menstruelle"

écrit par François des Groux | 16 décembre 2020

Élisabeth Moreno
@1ElisaMoreno

[COMMUNIQUÉ]

Suite aux annonces d'@EmmanuelMacron, avec @olivierveran, nous portons à 5 millions d'euros le budget alloué par l'État pour lutter contre la précarité menstruelle en 2021.

Ce tabou doit être combattu.
Il s'agit d'un enjeu de solidarité et de justice sociale.

Encore une action bidon, un coup de com' ridicule, une nouvelle posture idéologique de Macron et de son gouvernement !

Après l'inepte référendum « pour ou contre le climat », voici la lutte contre la « **précarité menstruelle** » et son budget de 5 millions d'euros alloués par l'État.

Et malheur à celui – hou l'affreux climato-sceptique sexiste ! – qui ne s'apitoie pas sur les inondations du Bangladesh ou les incommodités de ces dames !

Car lutter contre la « précarité menstruelle », c'est *« un enjeu de solidarité et de justice sociale »*, *« un tabou qui*

doit être combattu » (Elisabeth Moreno), *» c'est un frein à l'insertion de milliers de femmes »* et *« c'est à la fois une question de santé publique et de solidarité ! »* (Olivier Véran)

Typique de la Macronie ! C'est, en quelque sorte sa marque de fabrique : cibler le secondaire pour, *en même temps*, délaisser l'action vraiment prioritaire; allumer des contre-feux afin de faire oublier la gestion désastreuse du Covid ou ses échecs face à l'islamisme. En effet, pour Macron et sa bande de pieds-nickelés, il semble qu'à côté des (pénibles) ragnagnas, les tournantes dans les banlieues, les viols et les agressions par la diversité, l'invasion migratoire, l'excision et la polygamie, les mariages forcés, les pressions communautaristes et la charia s'avèrent finalement de la gnognotte…

Et les jeunes filles des « quartiers prioritaires » (une des cibles de la campagne) seraient-elles si indigentes pour se passer de l'indispensable boîte de Tampax ? Les règles seraient-elles devenues un handicap à faire reconnaître par la société ?

Avant, la gauche s'engageait pour l'ouvrier, le paysan, le mineur, l'éducation et la laïcité, le bien général, commun. Aujourd'hui, la gauche utopique s'emmerde et se gratte la tête pour trouver de nouveaux « combats » n'ayant plus rien à voir avec les préoccupations premières des Français et le pays réel.

Certes, 5 millions d'euros représentent une goutte dans l'océan des subventions, des aides et des dépenses de l'État. Mais quand tout le monde – migrants et Roms compris – possède un smartphone dernière génération et son forfait 4G, les protections périodiques de chez Carrefour ou Intermarché seraient-elles à ce point inabordables pour les parents de collégiennes ?

Et pourquoi ne pas déclarer « grandes causes nationales » l'acné, les crises hémorroïdaires, les pellicules et la mauvaise haleine ? Moi aussi, je veux mon Biactol, ma pommades rectale, mon Pétrole Hahn et ma Listérine gratuits ! Et subventionner le papier-toilette si vital, c'est important, non ?

Tiens, une idée dans l'air du temps : et si Macron nous organisait un référendum sur la question ?

.

Précarité menstruelle : le gouvernement débloque 5 millions d'euros pour 2021

Le ministre de la Santé Olivier Véran et la ministre déléguée chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes, Elisabeth Moreno, annoncent des moyens renforcés pour permettre aux femmes dans la précarité de se fournir en protections périodiques.

« Précarité menstruelle ». Pour la première fois, le 4 décembre, lors de l'interview d'Emmanuel Macron à Brut, un président de la République a employé cette expression désignant la difficulté d'accès aux protections périodiques pour des raisons financières.

Il a promis « une réponse très concrète » pour combattre ce tabou qui est une réalité pour près de **2 millions de femmes** en France.

Ce mardi 15 décembre dans la soirée, le ministre de la Santé, Olivier Véran, et la ministre déléguée chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes, Elisabeth Moreno, ont ainsi annoncé conjointement porter le budget 2021 consacré à la lutte contre la précarité menstruelle à 5 millions d'euros **(contre 1 million en 2020)…**

«Les règles ne sont pas un sujet de honte»

La précarité menstruelle constitue un facteur de risque pour la santé en cas de renouvellement insuffisant des protections, un frein à l'insertion de milliers de femmes… S'attaquer à ce problème, « c'est à la fois une question de santé publique et de solidarité! » déclare Olivier Véran. « **Les règles ne sont pas un sujet de honte** », insiste-t-il.

[Mais qui a dit que les règles étaient une honte ? – NDA]

« De nombreuses initiatives, conduites par **des associations, des collectivités** et, surtout, par **la mobilisation de la jeunesse** ont mis la lumière sur cette réalité qui frappe de trop nombreuses femmes dans notre pays », relève pour sa part Elisabeth Moreno.

Parmi les actions menées et soutenues en 2020, l'académie de Lille a lancé la mise à disposition gratuite de protections périodiques à destination de filles d'établissements du second degré, soit plus de 40 collèges et lycées relevant de l'éducation prioritaire…

[éducation prioritaire = quartiers prioritaires = quartiers islamisés. Toujours les mêmes à recevoir des millions !- NDA]

L’exemple écossais

Sur ce même sujet, le 24 novembre en Ecosse, le parlement local a voté, à l’unanimité, l’adoption d’un texte de loi qui permettra à toutes les femmes du pays d’accéder à des protections périodiques gratuitement. Une première mondiale.

Concrètement, le gouvernement écossais devra permettre à toute femme ayant besoin de tampons ou de serviettes partout en Écosse de les obtenir sans débourser le moindre centime. Les protections périodiques ne seront pas gratuites dans les supermarchés. Elles devront, en revanche, être disponibles, sans frais, dans les bâtiments publics, y compris les écoles, lycées et universités, et ce dans tout le pays.

https://www.leparisien.fr/societe/precarite-menstruelle-le-gouvernement-debloque-5-millions-d-euros-pour-2021-15-12-2020-8414443.php
.

Note de Christine Tasin

J’ai la nausée…

Ces dames, précaires et fauchées notamment, ont des avantages inouïs distribués généreusement par la France pour compenser un tant soit peu les inégalités de ressources, de naissance, de situation… Il me semble donc que les aides perçues sont censées améliorer l’ordinaire, la nourriture, l’essence, les vêtements… y compris les protections périodiques. Quand on sait qu’au moment des allocations de rentrée scolaire, par exemple, les ventes de télé à écran plat que je n’ai pas quant à moi les moyens de m’offrir (ni la volonté je l’avoue) explosent… ça en dit long sur les besoins d’aide pour les protections périodiques.

Que diraient nos grands-mères qui pendant des milliers d’années ont simplement lavé les tissus qui leur servaient de protection ? Elles réussissaient même à nourrir leur très nombreuse nichée sans allocation, avec un seul salaire, même d’ouvrier…

J’ai vu qu’ils veulent aussi offrir des chèques pour acheter du bio, toujours aux mêmes. Mais ces mêmes peuvent, au lieu d’acheter Mac DO, mal bouffe surgelée toute faite, choisir d’acheter bio, de cultiver leur jardin, même sur leur balcon…

Cette société d’assistanat qui annonce sera la société avec les revenu universel me stresse, me donne la nausée et me donne une irrépressible envie de donner des coups de pied au derrière d’un paquet de gens…